

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME

Pascale DUCLERMORTIER

Aline MILLE

Perrine MOZET

AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA MARNE

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE

Stéphane MAYET

Iris REZARD

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège : 13 Bis, rue Carnot
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 318 606 233 00027

Exercice clos le 31 décembre 2024

57 chaussée du Port - CS 90157 - 51008 CHÂLONS EN CHAMPAGNE Cedex - Tél. 03 26 68 39 58

Fax 03 26 21 45 44 - E-mail chalons@fcn.fr - www.fcn.fr

Société Anonyme au capital de 10 758 176 € - Siège social : 160, rue Louis Victor de Broglie CS 50056 51726 Bezannes Cedex - RCS Reims 337 080 089 - APE 6920Z
Société d'Experts-Comptables inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Grand Est

Société de commissaires aux comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC Est

Membre de MGI, réseau international d'experts-comptables indépendants - Société référencée au PCAOB

Papier issu de forêts gérées durablement.

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA MARNE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège : 13 Bis, rue Carnot
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 318 606 233 00027

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Agence de Développement Touristique de la Marne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 29 avril 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET
Associée

ANNEXE
DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	5 437	5 399	38	619
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	5 437	5 399	38	619
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	80 032	67 944	12 088	22 228
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	80 032	67 944	12 088	22 228
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	22 815		22 815	22 815
	Prêts				
Actif circulant	Autres	3 640		3 640	3 640
	TOTAL	26 455		26 455	26 455
	Total II	111 925	73 343	38 582	49 303
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	51 116		51 116	87 467
	TOTAL	51 116		51 116	87 467
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	250 000		250 000	250 000
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	391 976		391 976	267 326
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	70 095		70 095	58 552
	TOTAL II	763 188		763 188	663 347
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (II+III+IV+V)	875 114	73 343	801 770	712 650
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	158 827	158 827
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	105 791	132 607
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		27 780	-26 816
Situation nette (sous-total)		292 399	264 618
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		292 399	264 618
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	136 349	117 801
	Provisions pour charges		
Total III		136 349	117 801
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	188 423	151 155
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	184 598	177 975
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		1 100
Total IV		373 022	330 230
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		801 770	712 650
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	570	550
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 433	1 756
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 127 000	2 127 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	172 444	223 792
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1	
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 301 449	2 353 099
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 207 744	1 394 794
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	64 763	65 932
	Salaires et traitements	700 393	644 445
	Charges sociales	271 919	246 668
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 721	12 319
	Dotations aux provisions	20 607	19 247
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 276 150	2 383 409
1. Résultat d'exploitation (I-II)		25 298	-30 310

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 706	3 456
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	4 706	3 456
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		4 706	3 456
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		30 005	-26 854
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 260 5 133	115 404
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	6 393	519
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 959	70
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	7 959	70
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-1 566	448
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		659	411
Total des produits (I + III + V)		2 312 548	2 357 074
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 284 768	2 383 890
EXCÉDENT OU DÉFICIT		27 780	-26 816
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



Agence de Développement Touristique de la Marne

Annexe



Table des matières

1	Objet social	3	
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3	
3	Description des moyens mis en œuvre	3	
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4	4
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4	
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4	
5	Principes et méthodes comptables	5	
5.1	Principes généraux	5	
5.1.1	Changements de méthode comptable	5	
5.1.2	Changements d'estimation	5	
5.2	Dérogations	5	
5.3	Principales méthodes comptables	5	
6	Informations relatives aux postes du bilan	6	
6.1	Actif immobilisé	6	
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7	
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7	
6.2	Actif circulant	8	
6.2.1	Précisions sur d'autres créances	8	
6.3	Fonds propres	9	
6.4	Provision pour risques et charges	9	
6.5	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	10	
7	Informations relatives au Compte de résultat	11	
7.1	Résultat financier	11	
7.2	Résultat exceptionnel	11	
7.3	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	11	
7.3.1	Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées	11	
7.3.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	12	
8	Informations relatives à l'effectif	13	



1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« Conformément à la loi n°92 – 1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme, l'ADT de la Marne prépare et met en œuvre la politique touristique du département.

L'ADT de la Marne contribue à assurer, au niveau du département ou de la Destination Champagne :

- La promotion et la commercialisation de la destination et de son offre touristique de loisirs comme d'affaires à travers tout outil ou action pertinent.
- L'élaboration, la promotion, la commercialisation, l'aide à la mise en marché de produits touristiques en collaboration avec les professionnels et les organismes concernés par le tourisme à l'échelon de la Champagne, du département, des intercommunalités ainsi qu'avec toute structure établie à cet effet.
- La fédération, l'animation, la promotion et la représentation du réseau des Offices de Tourisme de la Marne. »



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Sous l'égide du département de la Marne, l'Agence de Développement Touristique, facilitateur de développement touristique, suit quatre axes stratégiques :

- Animer et fédérer le réseau de tous les acteurs du tourisme
- Communiquer et informer auprès de différents publics cibles
- Accompagner et conseiller les porteurs de projets touristiques publics ou privés
- Evaluer l'intérêt des projets touristiques et les retombées de l'activité

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : effectif 2024 en équivalent temps plein selon le code de la sécurité est de 16,89 salariés.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

— Néant.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

— Néant.



5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Pas de changement de méthode comptable pour l'année 2024.



5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.2 Dérogations

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Dérogation aux principes comptables :

Au 31/12/N, sont comptabilisées en charge les factures non parvenues relatives à des prestations ou documentations engagées en N, mais dont la restitution ou la parution n'intervient que début N+1. Bien que le résultat de la prestation n'intervienne qu'en N+1, ces charges sont volontairement imputées sur N, car programmées et dans le cadre du budget de cet exercice, avec financement prévu par la subvention N.

L'application stricte des règles comptables pourrait analyser l'opération comme des charges constatées d'avance et la partie de subvention, comme un fond dédié ou un produit constaté d'avance.

Ces modalités comptables n'ont aucun impact sur le résultat.

Aussi, dans le but de privilégier la lisibilité directe des comptes, nous utilisons une présentation plus simple, en comptabilisant ces charges et la part de subvention correspondante sur l'année N.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé



A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 438			5 438
Immobilisations corporelles	92 028		11 995	80 033
Immobilisations financières	26 456			26 456
Total	123 922		11 995	111 927

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions D'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	4 818	581		5 399
Immobilisations corporelles	69 799	10 141	11 995	67 944
Immobilisations financières				
Total	74 617	10 722	11 995	73 343

Tous les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire.

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 2 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

6.2 Actif circulant

6.2.1 Précisions sur d'autres créances



6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Abonnement 2025	12 436
Hébergement 2025	5 270
Maintenance 2025	7 705
Location 2025	3 000
Etudes et prestations 2025	36 544
Autres charges externes 2025	5 140
Total	70 095

6.3 Fonds propres

	N-1	+	-	N
Fonds associatifs	158 827			158 827
Réserves pour fonds de roulement	132 608		-26 816	105 792
Excédent ou Déficit	- 26 816	27 781	-26 816	27 781
Total	264 619	27 781	0	292 400

6.4 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour risques							
Provisions pour charges	117 801		20 608		2 060		136 349
Total	117 801		20 608		2 060		136 349

La provision pour charges correspond à la provision pour indemnités de départ en retraite. Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite au 31/12/2024 sont estimés à 136 349 €, en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Age de départ en retraite : 63 ans pour personnes nées avant 1969, 65 ans pour les autres.
- Taux d'actualisation : 3.40 % (3.40 % en N-1)
- Probabilité de présence à l'âge de la retraite : selon taux de turn-over
- Prise en compte d'une table de mortalité : oui
- Taux d'augmentation annuelle des salaires : 0.88%
- Estimation soumise à charges sociales au taux de 50 %

Le montant de la provision pour retraite est entièrement comptabilisé en provision pour risques et charges.

6.5 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Toutes les créances sont d'échéance inférieure à un an.



7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisation des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature et charges des contributions volontaires en nature.

7.1 Résultat financier

Le résultat financier correspond aux produits financiers obtenus par les placements CAT et intérêts sur livrets auprès de la BPALC sur l'année 2024 soit 4 706.77 €.



7.2 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel correspond au reclassement du compte 658/758 en application au nouveau règlement comptable, de l'annulation d'éléments sur exercices antérieurs et de la vente (ou de la reprise) de plusieurs immobilisations.

7.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

7.3.1 Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées

7.3.1.1 Mises à disposition gratuite de biens

Le Conseil Départemental de la Marne a mis à disposition de l'Agence de Développement Touristique de la Marne les éléments suivants :

- trois véhicules de service durant l'année,
- un véhicule de fonction,
- occasionnellement, un véhicule utilitaire et le personnel pour le pour le transport, le montage et le démontage du stand Marne sur les salons du tourisme.

7.3.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.3.2.1 Factures non parvenues

Loyers et locations 2024	27 484.88
Charges locatives 2024	10 977.70
Honoraires 2024	4 050.00
Déplacements et missions 2024	2 595.00
Etudes et prestations 2024	22 437.68
Annonces et insertions 2024	699.87
Autres charges 2024	528.28
Total	68 773.41



7.3.2.2 Charges à payer

Provision sur congés payés	59 327.77
Charges sociales sur congés payés	30 257.16
Formation continue à payer	3 346.76
Total	92 931.69

7.3.2.3 Produits à recevoir

Participations extérieures	45 997.63
Remboursement à recevoir (CDRP)	2 500.00
Remboursement à recevoir (paiement doublon)	2 572.20
Total	51 069.83

7.3.2.4 Transfert de charges

Participations extérieures aux actions	141 599.58
Remboursements charges Gîtes	8 528.00
Remboursements charges Randonnées pédestres	2 500.00
Remboursements charges de personnel	15 713.01
Avantage en nature véhicule	2 044.08
Total	170 384.67

7.3.2.5 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes (provision)	4 050
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	4 050



8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	4
Employés	13
Total	17